

Brevets—Loi

M. Jim Hawkes (Calgary-Ouest): Monsieur le Président, nous sommes encore vendredi. C'est toujours un plaisir que de parler à la Chambre le vendredi, mais plus encore lorsque c'est à propos d'une mesure législative étroitement liée aux engagements pris par le gouvernement lors de la dernière campagne électorale.

Nous avons gagné ces élections parce que les Canadiens ont fini par comprendre que l'alliance néo-démocrates-libéraux conduisait à des politiques qui pénalisaient des millions de Canadiens, qui se retrouvaient en chômage avec peu d'espoir pour l'avenir. Ils ont compris que nous avons besoin d'un changement radical de politique si nous voulions employer les Canadiens et les faire participer entièrement à la société.

Un des domaines où le Canada ne fait pas très bonne figure est celui de la recherche et du développement. Si nous voulons vraiment participer au commerce mondial, nous devons être à la pointe de la recherche, du développement des résultats de cette recherche et de la fabrication des produits mis au point.

Il est intéressant de songer que c'est en 1969 que le gouvernement libéral a modifié la Loi sur les brevets pour permettre à des non-inventeurs de voler les inventions des inventeurs. Nous nous trouvons maintenant 17 ans plus tard avec un million et demi ou un million et quart de chômeurs parce que la communauté mondiale et l'ensemble des Canadiens ont perdu confiance dans notre pays. Les Canadiens ont commencé à ne plus savoir s'ils avaient les moyens, le courage, le talent et l'esprit d'initiative nécessaires pour inventer et créer.

Il y a des Canadiens qui inventent et qui créent, mais ils le font aux États-Unis, en Europe et en Australie. Pourquoi? Cela provient en bonne partie d'une Loi sur les brevets qui est mal conçue et peu appropriée.

Je trouve particulièrement embarrassant de me trouver à la Chambre, où il y a, paraît-il, toutes sortes de personnes sages choisies par les électeurs du Canada, pendant que l'opposition débite des inanités, adopte une attitude puérile et fait des enfantillages à propos d'une mesure législative fondamentale qui vise à rendre sa santé économique au Canada. Les députés de l'opposition cherchent à se faire réélire en émettant des hypothèses fausses et en s'attaquant au million et demi de chômeurs canadiens. Chaque fois que nous présentons une mesure législative susceptible de créer des emplois et de donner un avenir aux jeunes Canadiens, nous nous exposons à des tactiques puériles, à une opposition entêtée et à des arguments stupides. C'est encore une fois la même chose. En 1979, le NPD et les libéraux ont causé la chute d'un gouvernement qui avait présenté le budget le plus équitable pour les pauvres depuis dix ans. Ils ont défait le gouvernement parce qu'il était juste pour les pauvres.

● (1640)

Une voix: Nous ne l'avons pas défait. Ce sont les électeurs qui l'ont rejeté.

M. Hawkes: Ils ont défait un gouvernement qui créait 33 000 emplois par mois. Pourquoi? Parce qu'ils veulent une politique qui garde les gens à leur merci. Ils veulent remettre eux-mêmes leurs chèques aux chômeurs à leurs réunions locales. Quant à nous, nous ne voulons pas remettre des chèques d'assurance-chômage pendant nos réunions locales. Nous voulons pouvoir rencontrer directement des gens qui travaillent à temps plein, qui participent de façon pleine et entière à la vie de notre société, qui peuvent vous regarder droit dans les yeux et tendre la main non pour mendier mais pour serrer la vôtre. Il nous faut une politique qui favorise la croissance de notre économie. Parmi les éléments centraux de cette politique figurent l'élimination d'entraves comme l'AEIE et l'établissement de contacts en vue de conclure des accords commerciaux propices à la croissance et à la création d'emplois.

La Chambre n'a encore été saisie d'aucune proposition d'accord canado-américain. Pourtant, les responsables du financement du NPD font paraître dans les journaux locaux des annonces pour répandre la crainte: personne ne sait de quoi il s'agira, mais ce sera sûrement dangereux. «Il ne faut surtout pas y voir l'occasion de créer des emplois et d'élargir nos perspectives de développement. Il faut avoir peur, puisque nous vous le disons».

La Chambre a reçu, mercredi, un rapport de 500 pages. Une ou deux heures plus tard, sans que personne n'ait eu le temps de le lire, l'opposition le décrétait sans aucune valeur, disant qu'il n'offrait aucune possibilité aux pauvres, à ceux qui ont besoin d'aide pour se relever, devenir productifs et travailler. Ils l'ont rejeté sans le lire. Ils ont rejeté les ententes commerciales sans les lire. Ils rejettent la protection des brevets dont dépend le développement de notre pays. Il est tragique qu'un Canadien qui invente un médicament ou un nouveau produit soit obligé de traverser clandestinement la frontière pour le faire breveter afin qu'il ne lui soit pas volé. Ce sont les économies américaine, française et britannique qui profitent des emplois découlant de cette invention.

Il est absolument insensé de la part des députés de l'opposition d'oser prétendre que cela va coûter plus cher. La concurrence des médicaments génériques a tendance à faire baisser les prix comme tout genre de concurrence. Pour sept médicaments sur 100, le prix baisse, mais il n'existe aucun équivalent générique pour les 93 médicaments restants.

M. Benjamin: Les quatre années ne sont pas encore terminées.

M. Hawkes: Un député de l'opposition peut-il nous dire, en son âme et conscience, lequel de ces 93 médicaments constitue un vol? Ils l'ignorent, car nous n'avons pas encore de mécanisme d'examen des prix. Ils ne font pas confiance aux laboratoires pharmaceutiques, mais ils défendent un système qui permet de mettre en marché 93 médicaments sur 100 sans aucune concurrence et sans contrôle des prix.

M. Benjamin: Ce n'est que du vent!